

## 06-01-26 Article QAG crise agricole

### **Crise agricole : le Député David Taupiac interpelle le gouvernement sur une « Alerte rouge pour les agriculteurs »**

« Les prochaines clôtures comptables du printemps vont être terribles. ». L'intervention du Député David Taupiac, ce mardi 6 janvier auprès de la ministre de l'agriculture en séance de questions au gouvernement, avait tout lieu d'un signal d'alerte alors que le département du Gers est toujours traversé par une mobilisation agricole d'une rare intensité.

Dans un contexte déjà marqué par la crise sanitaire liée à la dermatose nodulaire contagieuse, le parlementaire a dénoncé l'incompréhension persistante des éleveurs face au maintien des protocoles d'abattage intégral malgré l'efficacité de la vaccination et la nécessité selon lui de rationaliser à terme cette stratégie sanitaire.

Au-delà de cette urgence sanitaire, David Taupiac a voulu mettre en lumière une crise qu'il qualifie « d'existentielle » pour le monde agricole : celle du revenu.

« Les indemnisations ne suffisent plus. Ce qui se joue aujourd'hui, c'est la survie économique de milliers d'exploitations », a-t-il martelé dans l'hémicycle, rappelant que l'Occitanie, en première ligne du changement climatique, concentre aujourd'hui de lourdes difficultés structurelles.

S'appuyant sur des données issues du réseau Cerfrance, le député a dressé un constat particulièrement sombre pour le Gers. Les trésoreries sont à sec, et près de 50 % des exploitations agricoles seraient aujourd'hui ou prochainement en situation de défaillance.

Les quelques mesures du Premier ministre récemment annoncées produiront selon lui des effets à moyen ou long terme. « Pour un certain nombre d'exploitants, ce sera trop tard », a-t-il alerté.

« Dans sa réponse, la ministre a confirmé la possibilité d'un changement de stratégie d'abattage après immunisation par le vaccin mais elle s'en remet à un avis scientifique sans préciser le moindre délai, alors que nous avons déjà perdu 6 mois depuis l'apparition de la maladie, il y a donc urgence ! »

« Je regrette, également, la réponse très partielle de la ministre qui esquivé la problématique fondamentale du revenu. Aujourd'hui, c'est l'alerte rouge pour les agriculteurs d'Occitanie. L'État doit apporter des mesures de court terme avant qu'il ne soit trop tard. Le gouvernement accepte-t-il d'abandonner l'agriculture du Sud-Ouest et avec elle sa ruralité ? » a conclu le député à l'issue de la séance.